

# Louise Mushikiwabo, une Africaine pour la francophonie

## PORTRAIT

EREVAN · envoyé spécial

**D**iplomate éprouvée, elle sait se montrer charmante. Mais derrière cette urbanité, Louise Mushikiwabo, 57 ans, reste une femme de fer qui depuis neuf ans porte la politique extérieure du président rwandais. « Elle sait arrondir les angles de Paul Kagame », remarque un vieux routier des sommets africains. Sur le fond, en revanche, elle ne transige pas.

Celle qui devait être élue par consensus, comme le veut la tradition, secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), vendredi 12 octobre, sera la deuxième femme à occuper ce poste après sa prédécesseure Michaëlle Jean, diplomate canadienne d'origine haïtienne; et, surtout, la première Africaine. C'était la raison principale du soutien de la France et de l'Union africaine (UA), qui ont entraîné l'écrasante majorité des 54 Etats membres de plein droit de l'OIF, disposant du droit de vote.

Dès l'annonce officielle de sa candidature depuis l'Elysée, le 23 mai, à l'occasion d'une rencontre entre Emmanuel Macron et Paul Kagame, Louise Mushikiwabo était donnée largement favorite grâce à ce double parrainage. Son habileté et ses réseaux ont fait le reste.

La vie de Louise Mushikiwabo est marquée par toutes les tragédies qui ont secoué le Rwanda le

demi-siècle passé. Elle naît en 1961 dans une famille de petits propriétaires terriens, au moment même où commencent les persécutions à l'égard des Tutsi. Elle n'en réussit pas moins à passer le bac et devenir professeure d'anglais. Grâce à une bourse, elle part ensuite en 1986 aux Etats-Unis pour faire des études d'interprétariat. Un exil qui lui sauve la vie.

### Bref passage en Tunisie

La plupart des membres de sa famille n'ont pas réussi à échapper, en 1994, aux machettes et aux balles des extrémistes hutu. Son frère Landoald Ndasingwa, grande figure de l'opposition libérale, fut l'une des premières victimes du génocide. « C'est une survivante, elle en a l'efficacité et la détermination », souligne une universitaire qui la connaît bien. Le génocide n'a cessé de la hanter. Avec Jack Kramer, journaliste et ancien ma-

## D'aucuns voient même en elle une possible successeure du président rwandais

rine, elle y a consacré un ample récit, *Rwanda Means the Universe: A Native's Memoir of Blood and Bloodlines*, publié en 2006.

En 2008, Louise Mushikiwabo décide finalement de revenir au pays. Après un bref passage en

Tunisie comme directrice de la communication de la Banque africaine de développement, elle intègre le gouvernement rwandais, comme ministre de la communication puis comme chef de la diplomatie de Paul Kagame. Fidèle parmi les fidèles de l'homme fort de Kigali même si elle n'a jamais été membre du Front patriotique rwandais, le parti-Etat régnant sans partage, elle serait l'une des rares à bénéficier de sa totale confiance. D'aucuns voient même en elle une possible successeure si le maître du pays – qui selon la Constitution amen-

dée à sa main peut rester au pouvoir jusqu'en 2034 – décidait de se mettre en retrait.

Au sein même de l'OIF, les réticences vis-à-vis de la future nouvelle secrétaire générale restent fortes, notamment parmi les hauts fonctionnaires de l'organisation. « Jamais je n'ai été aussi inquiet sur l'avenir la francophonie », soupire l'un d'eux. Certes, comme le répète volontiers l'Elysée pour justifier son choix, « il s'agit d'élire une personne et non un pays ». Mais Louise Mushikiwabo, en portant depuis des années la politique extérieure rwandaise, est totalement identifiée à un régime défiant nombre des principes fondateurs de la francophonie.

### Opposants traqués

Le pouvoir de Kigali n'est en effet guère un exemple en matière de défense des droits fondamentaux de ses citoyens. Les opposants

sont traqués, arrêtés, voire exécutés à l'étranger. Mi-septembre, quelque 2000 prisonniers politiques, dont la célèbre opposante Victoire Ingabire, ont été libérés par anticipation – un geste avant le sommet de la francophonie. « Toutes ces notions de démocratie et de droits humains, ce n'est pas

toujours très clair et très précis », se justifiait encore en août Louise Mushikiwabo, interrogée par l'AFP, rappelant « qu'elle ne croit pas aux donneurs de leçons » en matière de démocratie. Depuis, elle a un peu mieux rodé son discours, ce qui ne signifie pas qu'elle ait changé d'opinion.

Le régime rwandais ne s'est pas illustré non plus, ces dernières années, par la défense de la langue française. Il n'a cessé, au contraire, de prendre ses distances, en mettant fin à l'enseignement du français dans les écoles et en adoptant l'anglais comme langue nationale. Si elle manie un français parfait, Louise Mushikiwabo assure qu'il n'y a pas de contradiction entre la francophonie et ce choix de privilégier l'anglais. « C'est aujourd'hui la langue de la Silicon Valley, de la technologie, de la recherche, des réseaux sociaux. C'est une réalité et, par ailleurs, l'essentiel de l'activité économique du Rwanda se fait avec l'Afrique de l'Est », explique-t-elle au Monde. Une vision en accord avec celle de M. Macron, qui se pose en héraut d'une « francophonie ouverte » aussi bien aux langues locales qu'à l'anglais. ■

MARC SEMO